

**RAPPORT N° 2023/6-15
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

OBJET

**CONSTRUCTION DE LA RESSOURCERIE A BAGATELLE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE –
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LES
LOTS 1, 4, 6 ET 8**

I - CONTEXTE

Suite à la décision des bureaux communautaires en dates des 15 septembre 2022 et 22 juin 2023, les marchés de travaux ont été attribués aux entreprises et pour les montants suivants en vue de la construction d'une ressource à Bagatelle, sur la commune de Sainte-Suzanne :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT
1	RUN AMENAGEMENT DE L'EST	666 555,00 €
2	ARBRE (base ou variante, montants identiques)	387 413,82 €
3	CMOI (base)	352 350,00 €
4	ALTIS	82 007,19 €
5	SOREF	34 130,82 €
6	TDS	57 779,00 €
7	ESPACE ALU	52 724,89 €
8	SOREPLAC	46 030,00 €
9	TRAFFIC	84 409,00 €
10	ENTREPRISE ANAMOUTOU	23 855,00 €
11	IXEO	74 322,93 €
12	SELF SIGNAL OI	9 787,25 €
MONTANT TOTAL		1 871 364,90 €

Pour rappel, la consultation a été lancée dans le cadre d'une procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique sur la base d'un marché alloti comme suit :

Lot 1 - VRD/espaces verts ;
Lot 2 - gros œuvres/revêtements durs/gestion du compte inter-entreprises, des déchets et de la surveillance et du chantier ;
Lot 3 - charpente métallique/couverture/bardage ;
Lot 4 – électricité ;
Lot 5 - plomberie/sanitaires ;
Lot 6 - cloisons sèches/faux plafonds ;
Lot 7 - menuiseries aluminium ;
Lot 8 - menuiseries bois ;
Lot 9 - menuiseries métalliques ;
Lot 10 – peinture ;
Lot 11 – photovoltaïque ;
Lot 12 – signalétique.

Les marchés ont été notifiés aux entreprises le 20 octobre 2022 pour l'ensemble des lots à l'exception des lots 9 et 12 dont la notification a eu lieu le 04 juillet 2023, la consultation ayant été relancée pour ces deux lots en raison d'un prix jugé inacceptable pour l'un et de l'absence d'offre pour l'autre.

Le délai global d'exécution des travaux est fixé à 12 mois (y compris 1 mois de période de préparation, hors période de congés légaux du bâtiment).

II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

En cours de chantier, des travaux supplémentaires et modificatifs affectant les lots 1 « VRD/ESPACES VERTS », 4 « ELECTRICITE », 6 « CLOISONS SECHES/FAUX PLAFONDS » et 8 « MENUISERIES BOIS » ont été rendus nécessaires pour parvenir au parfait achèvement des ouvrages concernés.

Ils sont justifiés principalement par la nécessité d'adapter l'installation électrique au point de raccordement au réseau public prévu par EDF ainsi que la nécessité d'adapter le parking par la pose de fourreaux en attente pour l'implantation ultérieure de bornes de recharge pour véhicules électriques.

L'ensemble de ces modifications pour les lots 1, 4, 6 et 8, non prévues initialement pour un montant total de 11 716.50 € HT correspondant à la décomposition figurant dans le tableau ci-dessous, nécessitent d'être intégrées par avenant n° 1 au marché de travaux.

Par ailleurs, concernant le lot 1, le présent avenant a aussi pour objet d'intégrer au marché 12 jours de prolongation du délai d'exécution des travaux en compensation de 12 jours d'intempérie durant lesquels les travaux de VRD ont été empêchés. Cette prolongation de délai douze jours sera prise en compte dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux tout corps d'état

Conformément à l'article R2194-8 du code de la commande publique le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au code de la commande publique et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables en cas de modification prévue au présent article, à savoir : pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 2194-2, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Selon une fiche ministérielle dédiée aux modalités de modification des contrats en cours d'exécution, « pour le calcul de ce montant, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Ainsi, lorsque l'application de la clause de variation des prix a augmenté le montant du marché initial de 4%, la valeur de la modification est calculée à partir du prix initial augmenté de 4% (point 1.2 de la fiche ministérielle)

Le montant des marchés de ces lots serait ainsi modifié :

LOT N°	Montant initial (€ HT)	Montant initial révisé (€ HT)	montant avenant 1 (€ HT)	nouveau montant marché	% augmentation / montant révisé
1	666 555,00 €	682 552,32 €	5 902,00 €	672 457,00 €	0,86%
2	387 413,82 €	381 990,03 €		387 413,82 €	
3	352 350,00 €	337 551,30 €		352 350,00 €	
4	82 007,19 €	85 205,47 €	4 686,50 €	86 693,69 €	5,50%
5	34 130,82 €	35 393,66 €		34 130,82 €	
6	57 779,00 €	65 116,93 €	228,00 €	58 007,00 €	0,35%
7	52 724,89 €	54 043,01 €		52 724,89 €	
8	46 030,00 €	49 067,98 €	900,00 €	46 930,00 €	1,83%
9	84 409,00 €	84 324,59 €		84 409,00 €	
10	23 855,00 €	24 355,96 €		23 855,00 €	
11	74 322,93 €	77 221,52 €		74 322,93 €	
12	9 787,25 €	9 738,31 €		9 787,25 €	
TOTAL	1 871 364,90 €	1 886 561,08 €	11 716,50 €	1 883 081,40 €	0,62%

En tenant compte du montant cumulé de l'ensemble des travaux complémentaires et modificatifs relatifs au présent rapport, le montant total du marché pour l'ensemble des lots passe de 1 871 364,90 € HT à 1 883 081,40 € HT, soit une augmentation globale + 0,62 % par rapport au montant initial révisé.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les avenants n° 1 aux lots n°1, 4, 6 et 8 visant à intégrer les adaptations et prestations complémentaires représentant une plus-value globale de 11 716.50 € HT sur ces lots suivant détail et répartition entre les lots figurant au rapport portant le montant total des marchés de 1 871 364,90 € HT à 1 883 081,40 € HT et prolongeant le délai d'exécution du lot n°1 de 12 jours
- Autoriser le Président à signer ces avenants n°1 aux lots 1, 4, 6 et 8 modifiant ainsi les montants des marchés initiaux.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL

**DECISION N° 2023/6-15
du Bureau de la Communauté
en séance du 02 novembre 2023**

OBJET

**CONSTRUCTION DE LA RESSOURCERIE A BAGATELLE SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – AUTORISATION
DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LES LOTS 1, 4, 6 ET 8**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-15 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les avenants n° 1 aux lots n°1, 4, 6 et 8 visant à intégrer les adaptations et prestations complémentaires représentant une plus-value globale de 11 716.50 € HT sur ces lots suivant détail et répartition entre les lots figurant au rapport portant le montant total des marchés de 1 871 364,90 € HT à 1 883 081,40 € HT et prolongeant le délai d'exécution du lot n°1 de 12 jours

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ces avenants n°1 aux lots 1, 4, 6 et 8 modifiant ainsi les montants des marchés initiaux.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**